

Art. 2. A l'article 9 de la même loi, modifié par la loi du 24 décembre 1948 et par l'arrêté royal n° 491 du 31 décembre 1986, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots « l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales » sont remplacés par les mots « l'Administration des pensions »;

2° l'alinéa 5 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les communes dont le personnel est affilié à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales et qui ont accordé, par décision intervenue au plus tard le 5 mai 1933, une pension aux agents et aux ayants droit visés au présent article, sont déchargées à due concurrence de cette obligation. »

Art. 3. Dans l'article 10 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 281 du 31 mars 1936, la loi du 29 juin 1976 et l'arrêté royal n° 491 du 31 décembre 1986, les mots « Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales » sont remplacés par les mots « l'Administration des pensions ».

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1987.

Art. 5. Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur et de la
Fonction publique,

J. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,
P. MAINIL

F. 87 — 710

Arrêté royal n° 528 modifiant le financement du Fonds des maladies professionnelles et adaptant les règles relatives au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal qui est soumis à Votre signature vise à donner exécution à l'article 1er, 3° de la loi du 27 mars 1986, attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi; cette disposition accorde au Roi la compétence de prendre toutes les mesures utiles afin d'adapter ou de modifier la réglementation, le financement, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle des différents régimes et secteurs de la sécurité sociale.

Le présent arrêté vise à donner exécution à la décision gouvernementale du 23 mai 1986 par laquelle, à partir de l'année 1987, la subvention de l'Etat au Fonds des maladies professionnelles correspondant à 60 p.c. de toutes les charges découlant de la réparation de la pneumoconiose des mineurs, est annulée.

Les charges visées seront portées dorénavant par les employeurs sous la forme d'une cotisation patronale supplémentaire, nommée prime spéciale.

De ce fait, il a été réalisée une économie de 7 028 millions de francs sur le budget de l'Etat pour 1987.

Pour 1987, le taux de cotisation de cette prime spéciale sera fixé de telle façon qu'en 1987, il sera perçu 7 milliards (1,10 p.c. pour le 2ième et 3ième trimestre 1987).

Ce taux de cotisation tient compte de l'application des dispositions de l'article 36, § 3bis de la loi du 29 juin 1981, soit la cotisation de la modération salariale, insérée par l'arrêté royal n° 401 du 18 avril 1986.

Art. 2. In artikel 9 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 december 1948 en bij het koninklijk besluit nr. 491 van 31 december 1986, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten » vervangen door de woorden « Administratie der pensioenen »;

2° het vijfde lid wordt vervangen door het volgende lid :

« De gemeenten wier personeel bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten is aangesloten en die uiterlijk op 5 mei 1933 tot het verlenen van een pensioen aan de in dit artikel bedoelde beambten en rechtverkrijgenden besloten hebben, worden tot het passende beloop van die verplichting ontslagen. »

Art. 3. In artikel 10 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 281 van 31 maart 1936, de wet van 29 juni 1976 en het koninklijk besluit nr. 491 van 31 december 1986 worden de woorden « Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten » vervangen door de woorden « de Administratie der pensioenen ».

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1987.

Art. 5. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken
en Openbaar Ambt,

J. MICHEL

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,
P. MAINIL

N. 87 — 710

Koninklijk besluit nr. 528 tot wijziging van de financiering van het Fonds voor de beroepsziekten en tot aanpassing van de regelen betreffende het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat aan Uw ondertekening wordt voorgelegd, beoogt uitvoering te geven aan artikel 1, 3° van de wet van 27 maart 1986, tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning; deze bepaling verleent aan de Koning de bevoegdheid alle nuttige maatregelen te nemen ten einde de reglementering, de financiering, de organisatie, de werking en de controle van de verschillende stelsels en sectoren van sociale zekerheid aan te passen of te wijzigen.

Dit besluit strekt ertoe uitvoering te geven aan de regeringsbeslissing van 23 mei 1986, waarbij vanaf het jaar 1987 de staatstoelage aan het Fonds voor beroepsziekten, welke overeenstemt met 60 pct. van alle lasten die voortvloeien uit de schadeloosstelling van de mijnwerkerspneumoconiosis, wordt afgeschaft.

Bedoelde lasten zullen voortaan gedragen worden door de werkgevers onder de vorm van een bijkomende werkgeversbijdrage, bijzondere premie genoemd.

Voor de Rijksbegroting wordt hierdoor voor 1987, een besparing gerealiseerd van 7 028 miljoen frank.

Voor 1987 wordt de bijdragevoet van deze bijzondere premie dermate vastgesteld, dat in het jaar 1987, 7 miljard wordt geïnd (1,10 pct. voor het 2e en 3e trimester 1987).

De bijdragevoet houdt mede rekening met de toepassing van de bepalingen van artikel 38, § 3bis van de wet van 29 juni 1981 zijnde de loonmatigingsbijdrage, ingevoegd bij koninklijk besluit nr. 401 van 18 april 1986.

A partir de l'année 1988, la recette doit s'élever à 6 milliards et ce aussi longtemps que l'ancienne subvention de l'Etat correspondant à 60 p.c. des dépenses pour la pneumoconiose dépasse les 6 milliards visés. Le taux de cotisation s'élève de ce fait à partir du 1er octobre 1987 à 0,45 p.c. de la rémunération. La différence entre 6 milliards et 60 p.c. des dépenses visées sera assurée par le Fonds des accidents de travail.

A partir du moment où 60 p.c. des dépenses pour la pneumoconiose du mineur est inférieur aux 6 milliards visés, le Roi adaptera la prime spéciale afin de rétablir à partir de ce moment le parallélisme entre la prime spéciale et 60 p.c. des dépenses pour la pneumoconiose du mineur.

Les dispositions concernant la prime spéciale sont insérées dans les lois coordonnées, ainsi que dans la loi établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Juridiquement cette prime spéciale est une cotisation de sécurité sociale visée à l'article 38 de la même loi. Elle est nommée prime spéciale en prévision d'une reprise par les assureurs de l'ensemble des risques professionnels.

Dans la même loi établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, il est également apporté une modification à l'article 39 bis, § 4, afin dans le cadre d'un équilibre dans les différentes branches de la sécurité sociale et dans le cadre de l'assainissement des finances publiques, d'étendre la possibilité d'affecter une partie du produit des secteurs en boni au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale.

Commentaire des articles

L'article 1er prévoit la cotisation patronale supplémentaire, nommée prime spéciale, dans l'article 38, § 3, 6°, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, tandis que les articles 3 et 4 prévoient une disposition identique dans les articles 56 et 57 de la législation sur les maladies professionnelles.

L'article 2 modifie l'article 39 bis, § 4, de la loi du 29 juin 1981 afin de limiter la partie des cotisations pour un certain secteur, attribuée au Fonds pour l'équilibre financier, à 1 p.c. du produit total perçu par les organismes de perception.

L'article 5 prévoit une mesure transitoire forfaitaire en vue d'une modification aisée du financement de l'assurance contre les maladies professionnelles et, plus particulièrement, du remplacement de la subvention de l'Etat par une cotisation supplémentaire à charge des employeurs.

Le Fonds des Maladies professionnelles ne devra plus rembourser les soldes de subventions de l'Etat pour les exercices budgétaires 1985 et 1986. Le trop perçu s'est élevé à 113 millions en 1985 et est estimé à 500 millions en 1986, soit au total, 613 millions.

Ce montant est censé correspondre à 60 p.c. des charges futures qui résulteront de la réparation de la pneumoconiose du mineur et afférent à des périodes d'indemnisation d'avant 1987. Ainsi la subvention de l'Etat est supprimée à partir du 1er janvier 1987.

Seules les charges de l'emprunt contracté en 1974 par le Fonds des Maladies professionnelles en vue du remplacement partiel de la subvention de l'Etat seront encore supportées par l'Etat. L'emprunt sera complètement amorti en 1989.

L'article 6 abroge l'article 58 bis de la législation sur les maladies professionnelles, ainsi que la disposition de l'article 26 de la loi du 29 juin 1981 qui a trait à la subvention de l'Etat au Fonds des maladies professionnelles.

L'article 7 règle l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Il a été tenu compte des remarques du Conseil d'Etat.

A la remarque du Conseil concernant l'adaptation de l'article 58 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail fixant les missions du Fonds des accidents du travail, il est venu à l'encontre dans l'article 18 de l'arrêté royal n° 530 du 31 mars 1987 modifiant la législation sur les accidents du travail.

Vanaf het jaar 1988 dient de opbrengst 6 miljard te zijn en dit tot zolang de vroegere Staatstoelage overeenkomend met 60 pct. van de uitgaven voor pneumoconiose hoger ligt dan bedoelde 6 miljard. De bijdragevoet belooft aldus vanaf 1 oktober 1987 0,45 pct. van het loon. Het verschil tussen 6 miljard en 60 pct. van bedoelde uitgaven zal bijgesteld worden door het Fonds voor arbeidsongevallen.

Vanaf het moment dat 60 pct. van de uitgaven voor mijnwerkerspneumoconiose lager ligt dan 6 miljard, zal de Koning de bijzondere premie aanpassen om vandaanaf het parallelisme tussen de bijzondere premie en 60 pct. van de uitgaven voor mijnwerkerspneumoconiose te herstellen.

De bepalingen nopens de bijzondere premie worden ingelast in de gecoördinerende wetten op de beroepsziekten, alsmede in de wet houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

Juridisch is deze bijzondere premie immers een sociale zekerheidsbijdrage, bedoeld bij artikel 38 van bedoelde wet. Zij wordt bijzondere premie genoemd in het vooruitzicht van een overname door de verzekeraars van het geheel der beroepsrisico's.

In dezelfde wet houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers wordt eveneens een wijziging aangebracht aan artikel 39 bis, § 4, teneinde in het kader van het bereiken van het evenwicht van de verschillende sociale zekerheidsstakken en in het kader van de sanering van de openbare financiën de mogelijkheid te verruimen om een deel van de opbrengst van sectoren in boni toe te wijzen aan het Financieel Evenwichtsfonds van de sociale zekerheid.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1 voorziet de bijkomende werkgeversbijdrage, bijzondere premie genoemd, in artikel 38, § 3, 6° van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers en de artikelen 3 en 4 voorzien hetzelfde in de artikelen 56 en 57 van de beroepszietwetgeving.

Artikel 2 wijzigt artikel 39 bis, § 4, van de wet van 29 juni 1981 teneinde het gedeelte van de bijdragen voor een bepaalde sector, dat aan het Fonds voor het financieel evenwicht kan worden toegevoegd, te beperken tot 1 pct. van de totale opbrengst die door de inningsorganismen wordt geïnd.

Artikel 5. Om de wijziging in de financiering van de beroepszieteverzekering, en inzonderheid de vervanging van de rijkstoelage door een bijkomende bijdrage ten laste van de werkgevers vlot te laten verlopen wordt in artikel 5 een forfaitaire overgangsregeling voorzien.

Het Fonds voor de beroepsziekten dient de saldi van de rijkstoelagen voor de begrotingsjaren 1985 en 1986 niet meer terug te betalen. Het teveel ontvangen bedrag bedroeg in 1985 113 miljoen frank en wordt in 1986 geraamd op ongeveer 500 miljoen frank, zijnde in totaal 613 miljoen frank.

Dit bedrag wordt geacht overeen te stemmen met 60 pct. van de toekomstige lasten die voortvloeien uit de schadeloosstelling van de mijnwerkerspneumoconiosis en die betrekking hebben op vergoedingsperiodes gelegen vóór 1987, zodat de rijkstoelage met ingang van 1 januari 1987 volledig vervalt.

Enkel de lasten van de lening die in 1974 door het Fonds voor de beroepsziekten werd aangegaan ter gedeeltelijke vervanging van de rijkstoelage, zullen nog verder door het Rijk gedragen worden. Deze lening zal volledig afgelost zijn in 1989.

Artikel 6 schaft artikel 58 bis van de beroepszietwetgeving af, alsmede de bepaling in artikel 26 van de wet van 29 juni 1981 die betrekking heeft op de staatstoelage aan het Fonds voor beroepsziekten.

Artikel 7 voorziet de inwerkingtreding van dit besluit.

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State.

Aan de opmerking van de Raad betreffende de aanpassing van artikel 58 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 tot vaststelling van de opdrachten van het Fonds voor arbeidsongevallen, wordt tegemoetgekomen in artikel 18 van het koninklijk besluit nr 530 van 31 maart 1987 tot wijziging van de arbeidsongevallenwetgeving.

L'entrée en vigueur des articles 3 et 6, § 2, doit néanmoins être fixée au 1er janvier 1987 parce que aucune subvention d'Etat n'est prévue après cette date.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 23 mars 1987, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° ... « modifiant la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés et modifiant les lois relatives à la réparation des dommages, résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970 », a donné l'avis suivant :

I. But du projet

Le projet modifie le régime des maladies professionnelles sur deux points fondamentaux.

D'une part, il supprime la subvention de l'Etat au Fonds des maladies professionnelles, instaurée par l'article 56, 2°, des lois coordonnées du 3 juin 1970. Cette subvention s'élève à 60 p.c. de toutes les charges que représente la réparation de la pneumoconiose de l'ouvrier mineur.

Pour remplacer la subvention précitée, il est instauré dans le régime de la sécurité sociale, une nouvelle cotisation patronale dont les taux et le produit évalué sont précisés dans le rapport au Roi. On remarquera que le Fonds des accidents du travail devra assumer le financement complémentaire à chaque fois que le produit de la nouvelle cotisation patronale s'avèrera insuffisant pour couvrir 60 p.c. de toutes les charges résultant de la réparation de la pneumoconiose des mineurs.

D'autre part, le statut du « Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale », institué par l'article 39bis, § 1er, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, est adapté, la possibilité étant ainsi créée d'augmenter les ressources du Fonds provenant des cotisations de sécurité sociale.

II. Fondement légal

Le projet trouve son fondement légal dans l'article 1er, 3°, de la loi de pouvoirs spéciaux du 27 mars 1986, disposition en vertu de laquelle le Roi peut, afin d'assurer notamment l'assainissement des finances publiques et la sauvegarde des régimes de sécurité sociale, prendre toutes les mesures utiles en vue d'adapter ou de modifier la réglementation, le financement, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle des différents régimes et secteurs de sécurité sociale.

III. Examen du texte

Intitulé

L'intitulé gagnerait en clarté s'il était libellé comme suit :

« Arrêté royal modifiant le financement du Fonds des maladies professionnelles et adaptant les règles relatives au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale ».

Préambule

Dans le texte néerlandais du premier référant, il y a lieu de citer correctement la loi du 27 mars 1986.

Eu égard à l'observation faite ci-dessus concernant le fondement légal, il y a lieu de viser spécialement l'article 1er, 3°, de la loi.

Comme les formalités d'avis prescrites par la loi ne paraissent pas avoir été accomplies, il y a lieu d'invoquer également l'article 3, § 2, de la loi du 27 mars 1986 et de mentionner l'urgence.

De inwerkingtreding van de artikelen 3 en 6, § 2, dient evenwel vastgesteld op 1 januari 1987 vermits vanaf die datum geen rijkstoelagen meer is voorzien.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 23 maart 1987 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. ... « tot wijziging van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers en tot wijziging van de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970 », heeft op 23 maart 1987 het volgend advies gegeven :

I. Doel van het ontwerp

Het ontwerp wijzigt de beroepsziektenregeling op twee fundamentele punten.

Enerzijds schaft het de rijkstoelage aan het Fonds voor beroepsziekten af, ingesteld bij artikel 56, 2°, van de gecoördineerde wetten van 3 juni 1970. Deze toelage bedraagt 60 pct. van alle lasten die voortvloeien uit de schadeloosstelling van de mijnwerkerspneumoconiosis.

Ter vervanging van voormelde toelage wordt in de sociale zekerheidsregeling een nieuwe werkgeversbijdrage ingesteld, waarvan de percentages en de geraamde opbrengst nader worden gepreciseerd in het verslag aan de Koning. Op te merken valt dat het Fonds voor arbeidsongevallen zal moeten instaan voor de aanvullende financiering, telkens wanneer blijkt dat de opbrengst van de nieuwe werkgeversbijdrage niet volstaat om 60 pct. van alle lasten voortvloeiend uit de schadeloosstelling van de mijnwerkerspneumoconiosis te dekken.

Anderzijds wordt het statuut van het « Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid », ingesteld bij artikel 39bis, § 1, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, aangepast, waardoor de mogelijkheid wordt geschapen de inkomsten van het Fonds uit de sociale zekerheidsbijdragen te verhogen.

II. Rechtsgrond

Het ontwerp vindt zijn rechtsgrond in artikel 1, 3°, van de bijzondere-machtenwet van 27 maart 1986 krachtens hetwelk de Koning, met het oog op onder meer de gezondmaking van de openbare financiën en de beveiliging van de stelsels van sociale zekerheid, alle nuttige maatregelen kan nemen ten einde de reglementering, de financiering, de organisatie, de werking en de controle van de verschillende stelsels en sectoren van de sociale zekerheid aan te passen of te wijzigen.

III. Onderzoek van de tekst

Opschrift

Het opschrift zou aan duidelijkheid winnen mocht het zijn gesteld als volgt :

« Koninklijk besluit tot wijziging van de financiering van het Fonds voor beroepsziekten en tot aanpassing van de regelen betreffende het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid ».

Aanhef

In de eerste aanhefbepaling dient de wet van 27 maart 1986 op correcte wijze te worden aangehaald.

Gelet op wat hierboven is gezegd met betrekking tot de rechtsgrond, moet inzonderheid worden verwezen naar artikel 1, 3°, van de wet.

Aangezien voorts niet blijkt dat aan de wettelijk opgelegde adviesvereisten werd voldaan, dient eveneens artikel 3, § 2, van de wet van 27 maart 1986 te worden ingeroepen, en moet worden verwezen naar de dringende noodzakelijkheid.

Article 1er

Aux termes du rapport au Roi, la nouvelle cotisation patronale « est nommée prime spéciale en prévision d'une reprise éventuelle par les assureurs de l'ensemble des risques professionnels ».

Il paraît dès lors prématuré d'inscrire cette nouvelle dénomination dans la loi.

Il ressort en outre du rapport au Roi, — et le fonctionnaire délégué l'a confirmé — que la disposition de l'alinéa 3 en vertu de laquelle le Roi peut « à partir de l'année durant laquelle le produit de cette prime spéciale dépasse 60 p.c. de toutes les charges résultant de la réparation des dommages de la pneumoconiose du mineur, ... réduire cette prime spéciale afin d'atteindre la correspondance avec 60 p.c. des charges visées », n'a pas un caractère facultatif mais obligatoire.

Dès lors, il convient de remplacer les termes « le Roi peut ... réduire » par les termes « le Roi, ... réduit ».

Quant au fond, le Gouvernement aura à vérifier si cette disposition ne risque pas de se heurter à des inconvénients majeurs d'ordre pratique, dès lors que les résultats annuels ne seront connus qu'un certain temps après la fin de l'exercice.

Enfin, compte tenu des modifications qui ont été apportées à la disposition considérée, il y aurait lieu de rédiger la phrase liminaire comme suit :

« Article 1er. L'article 38, § 3, 6^o, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, modifié par les arrêtés royaux n^o 96 du 28 septembre 1982 et n^o 134 du 30 décembre 1982, est complété comme suit : ».

Article 3

Au titre de nouvelle source de financement du Fonds des maladies professionnelles, le 2^o instaure :

« 2^o ... une cotisation nommée « prime spéciale », à verser par les mêmes employeurs, pour la couverture de 60 p.c. de toutes les charges résultant de la réparation des dommages de la pneumoconiose (silicose) du mineur; ».

On pourrait inférer de ce texte que cette cotisation doit en tout état de cause couvrir les 60 p.c. en question, alors que selon le 3^o, ce n'est pas le cas. Il y a lieu dès lors de préciser le texte comme suit :

« 2^o par une cotisation, appelée « prime spéciale », à verser par les mêmes employeurs pour contribuer à la couverture de 60 p.c. ... ».

Le 3^o prévoit un financement complémentaire éventuel du Fonds des maladies professionnelles à charge du Fonds des accidents du travail, chaque fois, notamment, qu'il s'avère que le produit de la « prime spéciale » prévue au 2^o est insuffisant pour couvrir 60 p.c. de toutes les charges résultant de la réparation des dommages de la pneumoconiose du mineur.

Le rapport au Roi ne donne aucune explication concernant cette mesure, qui n'est cependant pas sans importance.

Quoi qu'il en soit, il y a lieu d'inclure dans le présent projet une disposition adaptant l'article 58 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, qui détermine les missions du Fonds des accidents du travail.

Article 4

En ce qui concerne la disposition de l'alinéa 2, on se reportera à l'observation formulée au sujet de l'article 1er, alinéa 3.

Pour le motif indiqué lors de l'examen de l'article 1er, il y a lieu de rédiger la phrase liminaire comme suit :

« Article 4. Dans l'article 57 des mêmes lois, modifié par la loi du 30 mars 1976 et par les arrêtés royaux n^o 96 du 28 septembre 1982 et n^o 134 du 30 décembre 1982, est inséré... ».

Article 5

Il y a discordance entre les textes français et néerlandais de la phrase introductive en ce qui concerne la date jusqu'à laquelle le mode de liquidation est réglé.

Pour plus de clarté, il conviendrait de rédiger le 2^o comme suit :

« 2^o il n'est plus dû de subventions de l'Etat pour les indemnités liquidées après le 1er janvier 1987 ».

La disposition du 3^o est une disposition transitoire qui est en rapport avec l'abrogation, prévue à l'article 6, § 1er, du projet, de l'article 56 bis des lois coordonnées du 3 juin 1970. C'est dès lors à l'article 6, § 1er, du projet, qu'elle doit figurer.

Article 7

Cet article dispose que l'arrêté en projet produit ses effets le 1er janvier 1987, à l'exception des articles 1er et 4, relatifs à la « prime spéciale », qui entrent en vigueur le 1er avril 1987.

Artikel 1

Blijkens het verslag aan de Koning wordt de nieuwe werkgeversbijdrage een « bijzondere premie genoemd in het vooruitzicht van een eventuele overname door de verzekeraars van het geheel der beroepsrisico's ».

Het inschrijven van die nieuwe benaming in de wet lijkt dus voorbarig.

Uit het verslag aan de Koning, bevestigd door de gemachtigde ambtenaar, blijkt voorts dat de regeling vervat in het derde lid en waarbij de Koning, « vanaf het jaar waarin de opbrengst van deze bijzondere premie hoger is dan 60 pct. van alle lasten die voortvloeien uit de schadeloosstelling van de mijnwerkerspneumoconiosis, ... deze bijzondere premie kan verminderen ten einde de overeenstemming met 60 pct. van bedoelde lasten te bereiken », geen facultatief maar een verplichtend karakter heeft.

Men schrijve dan ook : « ... zal de Koning ... » in plaats van « ... kan de Koning ... ».

Ten gronde zal de Regering moeten nagaan of die regeling niet op al te grote praktische bezwaren dreigt te stuiten, nu de jaarresultaten slechts een zekere tijd na verloop van het dienstjaar zullen gekend zijn.

Ten slotte stelle men, rekening houdend met de wijzigingen die aan de betrokken bepaling werden aangebracht, de inleidende zin als volgt :

« Artikel 1. Artikel 38, § 3, 6^o, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 96 van 28 september 1982 en nr. 134 van 30 december 1982, wordt aangevuld als volgt : ».

Artikel 3

Als nieuwe financieringsbron van het Fonds voor beroepsziekten wordt onder 2^o ingesteld :

« 2^o ... een bijdrage, « bijzondere premie » genoemd, te storten door dezelfde werkgevers ter dekking van 60 pct. van alle lasten die voortvloeien uit de schadeloosstelling van de mijnwerkerspneumoconiosis (silicose); ».

Uit deze tekst zou kunnen worden afgeleid dat die bijdrage alleszins die bewuste 60 pct. moet dekken, wat, blijkens 3^o, niet het geval is. Men verduidelijke de tekst derhalve als volgt :

« 2^o door een bijdrage, « bijzondere premie » genoemd, te storten door dezelfde werkgevers om bij te dragen tot het dekken van 60 pct. ... ».

In 3^o wordt voorzien in een mogelijke aanvullende financiering van het Fonds voor beroepsziekten ten laste van het Fonds voor arbeidsongevallen, telkens namelijk wanneer blijkt dat de opbrengst van de onder 2^o bepaalde « bijzondere premie » niet volstaat tot dekking van 60 pct. van alle lasten voortvloeiend uit de schadeloosstelling van de mijnwerkerspneumoconiosis.

Bij deze nochtans niet onbelangrijke maatregel wordt in het verslag aan de Koning geen nadere uitleg gegeven.

In het onderhavig ontwerp moet, hoe dan ook, een bepaling worden opgenomen tot aanpassing van artikel 58 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, dat de opdrachten van het Fonds voor arbeidsongevallen vastlegt.

Artikel 4

Met betrekking tot het bepaalde in het tweede lid, moge worden verwezen naar de opmerking bij artikel 1, derde lid.

Om de onder artikel 1 vermelde reden stelle men de inleidende zin als volgt :

« Artikel 4. In artikel 57 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1976 en bij de koninklijke besluiten nr. 96 van 28 september 1982 en nr. 134 van 30 december 1982, wordt ... ».

Artikel 5

De Nederlandse en de Franse tekst van de inleidende zin stemmen niet overeen op het stuk van de datum tot welke de wijze van vereffening wordt geregeld.

In 2^o schrijve men duidelijkheidshalve :

« 2^o voor de vergoedingen uitgekeerd na 1 januari 1987 zijn geen rijksstoelagen meer verschuldigd ».

De bepaling onder 3^o is een overgangsbepaling welke verband houdt met de opheffing, bij artikel 6, § 1, van het ontwerp, van artikel 56 bis van de gecoördineerde wetten van 3 juni 1970. Ze moet dus worden opgenomen in artikel 6, § 1, van het ontwerp.

Artikel 7

Dit artikel bepaalt dat het ontwerp besluit uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1987, met uitzondering van de artikelen 1 en 4, welke de « bijzondere premie » betreffen, die in werking treden op 1 april 1987.

Logiquement, il y a lieu de fixer également au 1er avril 1987 l'entrée en vigueur des articles 3 et 6, § 2.

La chambre était composée de :

M. H. Coremans, président de chambre;
M. J. Vermeire, Mme S. Vanderhaegen, conseillers d'Etat;
Mme M. Benard, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de Mme S. Vanderhaegen.

Le rapport a été présenté par M. M. Van Damme, auditeur adjoint.

Le greffier,
M. Benard.

Le président,
H. Coremans.

31 MARS 1987. — Arrêté royal n° 528 modifiant le financement du Fonds des maladies professionnelles et adaptant les règles relatives au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale.

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment les articles 1er, 3° et 3, § 2;

Vu l'urgence;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 38, § 3, 6°, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, modifié par les arrêtés royaux n° 96 du 28 septembre 1982 et nr. 134 du 30 décembre 1982, est complété comme suit :

« et 1,10 p.c. du montant de la rémunération du travailleur comme cotisation supplémentaire, appelée prime spéciale, destinée au Fonds des maladies professionnelles.

A partir du 1er octobre 1987 cette prime spéciale est fixée à 0,45 p.c.

A partir de l'année durant laquelle le produit de cette prime spéciale dépasse 60 p.c. de toutes les charges résultant de la réparation des dommages de la pneumoconiose du mineur, le Roi, après avis du Comité de gestion du Fonds des maladies professionnelles, réduit cette prime spéciale afin d'atteindre la correspondance avec 60 p.c. des charges visées ».

Art. 2. Dans l'article 39bis, § 4, de la même loi, inséré par l'article 14 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, les mots « ne peut dépasser 0,5 p.c. du produit total des cotisations de sécurité sociale » sont remplacés par les mots « ne peut dépasser 1 p.c. du montant total des recettes des organismes percepteurs de sécurité sociale ».

Art. 3. L'article 56, 2° et 3°, des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles coordonnées le 3 juin 1970, modifié par l'article 12 de la loi du 16 juillet 1974, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 2° par une cotisation appelée « prime spéciale », à verser par les mêmes employeurs, pour contribuer à la couverture de 60 p.c. de toutes les charges résultant de la réparation des dommages de la pneumoconiose (silicose) du mineur;

3° par un financement complémentaire à charge du Fonds des accidents du travail, à chaque fois qu'il s'avère que le produit de la prime spéciale visée au 2° est insuffisant pour couvrir 60 p.c. de toutes les charges résultant de la réparation des dommages de la pneumoconiose du mineur; le Roi fixe les modalités et les délais suivant lesquels ce financement complémentaire doit être payé au Fonds des maladies professionnelles;

4° par une cotisation à verser par les assurés libres; ».

Art. 4. Dans l'article 57 des mêmes lois, modifié par la loi du 30 mars 1976 et par les arrêtés royaux n° 96 du 28 septembre 1982 et nr. 134 du 30 décembre 1982, est inséré entre le premier et le second alinéa, l'alinéa suivant :

« La prime spéciale visée à l'article 56, 2° est fixée à 1,10 p.c. de la rémunération du travailleur. A partir du 1er octobre 1987 cette prime est fixée à 0,45 p.c.

Logischerwijze moet de inwerkingtreding van de artikelen 3 en 6, § 2, eveneens op 1 april 1987 worden vastgesteld.

De kamer was samengesteld uit :

de heer H. Coremans, kamervoorzitter;
de heer J. Vermeire, Mevr. S. Vanderhaegen, staatsraden;
Mevr. M. Benard, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. S. Vanderhaegen.

Het verslag werd uitgebracht door de heer M. Van Damme, adjunct-auditeur.

De griffier,
M. Benard.

De voorzitter
H. Coremans.

31 MAART 1987. — Koninklijk besluit nr. 528 tot wijziging van de financiering van het Fonds voor de beroepsziekten en tot aanpassing van de regelen betreffende het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op de artikelen 1, 3° en 3, § 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 38, § 3, 6°, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 96 van 28 september 1982 en nr. 134 van 30 december 1982, wordt aangevuld als volgt :

« en 1,10 pct. van het bedrag van het loon van de werknemer, als bijkomende bijdrage, bijzondere premie genoemd, bestemd voor het Fonds voor beroepsziekten.

Vanaf 1 oktober 1987 wordt deze bijzondere premie vastgesteld op 0,45 pct.

Vanaf het jaar waarin de opbrengst van deze bijzondere premie hoger is dan 60 pct. van alle lasten die voortvloeien uit de schadeloosstelling van de mijnwerkerspneumoconiosis, zal de Koning na advies van het Beheerscomité van het Fonds voor beroepsziekten, deze bijzondere premie verminderen teneinde de overeenstemming met 60 pct. van bedoelde lasten te bereiken ».

Art. 2. In artikel 39bis, § 4, van dezelfde wet, ingevoegd bij artikel 14 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, worden de woorden « en mag bovendien 0,5 pct. van de totale opbrengst van de sociale-zekerheidsbijdragen niet overschrijden » vervangen door de woorden « en mag bovendien 1 pct. van het totaal bedrag van de opbrengsten van de inningsorganismen van de sociale zekerheid niet overschrijden ».

Art. 3. Artikel 56, 2° en 3°, van de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970, gewijzigd bij artikel 12 van de wet van 16 juli 1974, worden vervangen door de volgende bepalingen :

« 2° door een bijdrage, « bijzondere premie » genoemd, te storten door dezelfde werkgevers om bij te dragen tot het dekken van 60 pct. van alle lasten die voortvloeien uit de schadeloosstelling van de mijnwerkerspneumoconiosis (silicose);

3° door een aanvullende financiering ten laste van het Fonds voor arbeidsongevallen, telkenmale wanneer blijkt dat de opbrengst van de onder 2° bedoelde bijzondere premie niet volstaat om 60 pct. van alle lasten die voortvloeien uit de schadeloosstelling van de mijnwerkerspneumoconiosis te dekken; de Koning bepaalt de modaliteiten en de termijnen volgens dewelke deze aanvullende financiering aan het Fonds voor beroepsziekten wordt betaald;

4° door een bijdrage van de vrijwillig verzekerden; ».

Art. 4. In artikel 57 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1976 en bij de koninklijke besluiten nr. 96 van 28 september 1982 en nr. 134 van 30 december 1982, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid toegevoegd :

« De in artikel 56, 2° bedoelde bijzondere premie wordt vastgesteld op 1,10 pct. van het loon van de werknemer. Vanaf 1 oktober 1987 wordt deze premie vastgesteld op 0,45 pct.

A partir de l'année durant laquelle le produit de la prime spéciale dépasse 60 p.c. de toutes les charges résultant de la réparation des dommages de la pneumoconiose du mineur, le Roi peut, après avis du Comité de gestion, réduire cette prime spéciale afin d'atteindre la correspondance avec 60 p.c. des charges visées ».

Art. 5. Les subventions de l'Etat qui sont encore dues par suite de l'application de l'article 56, 2° des mêmes lois jusqu'au 31 décembre 1986, seront liquidées comme suit :

1° Le Fonds est autorisé à garder pour les exercices 1985 et 1986 le trop perçu des subventions de l'Etat.

2° Il n'est plus dû de subventions de l'Etat pour les indemnités liquidées après le 1er janvier 1987.

3° L'Etat continuera à supporter les charges des emprunts en remplacement des subventions de l'Etat contractés en exécution de l'article 56 bis des mêmes lois.

Art. 6. § 1er. L'article 56 bis des mêmes lois, inséré par l'article 13 de la loi du 16 juillet 1974, est abrogé.

§ 2. Dans l'article 26, alinéa 2, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, la disposition suivante est abrogée :

« — dans le régime de réparation des maladies professionnelles : 60 p.c. de tous les dommages résultant de la réparation de la pneumoconiose des ouvriers mineurs ».

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1987, à l'exception des articles 1er et 4 qui entrent en vigueur le 1er avril 1987.

Art. 8. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1987.

* BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

F. 87 — 711

Arrêté royal n° 529 modifiant les lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal qui est soumis à Votre signature vise à donner exécution à l'article 1er, 3° de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi; cette disposition accorde au Roi la compétence de prendre toutes les mesures utiles afin d'adapter ou de modifier la réglementation, le financement, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle des différents régimes et secteurs de la sécurité sociale.

Le présent arrêté vise à apporter trois modifications aux lois concernant la réparation des maladies professionnelles.

La première modification donne au Fonds des maladies professionnelles l'agrément d'assurer le personnel des administrations locales.

La seconde modification concerne la limitation de la rétroactivité à 60 jours en cas de révision, suite à une aggravation de l'incapacité permanente de travail.

La troisième modification concerne à légaliser la pratique suivie depuis 1964 par le Fonds des maladies professionnelles.

Commentaire des articles

Article 1er. En vertu de l'article 25 de l'arrêté royal du 12 janvier 1973 relatif à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles en faveur de certains membres du « personnel » des provinces, des communes, des agglomérations et fédérations de communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique, des services et établissement intercommunaux d'assistance publique et des caisses publiques de prêts le Fonds des maladies professionnelles a été autorisé à assurer contre les maladies professionnelles, le personnel assujéti au présent arrêté, en exécution de la loi du 3 juillet 1987 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public.

Vanaf het jaar waarin de opbrengst van de bijzondere premie hoger is dan 60 pct. van alle lasten die voortvloeien uit de schade-loosstelling van de mijnwerkerspneumoconiosis, kan de Koning, na advies van het Beheerscomité, deze bijzondere premie verminderen teneinde de overeenstemming met 60 pct. van bedoelde lasten te bereiken ».

Art. 5. De vereffening van de Rijkstoelagen die nog verschuldigd zijn ingevolge de toepassing van artikel 56, 2° van dezelfde wetten tot op de datum van 31 december 1986, gebeurt als volgt :

1° Het Fonds wordt gemachtigd om de te veel ontvangen bedragen op de Rijkstoelage voor de begrotingsjaren 1985 en 1986 te behouden.

2° Voor de vergoedingen uitgekeerd na 1 januari 1987 zijn geen rijkstoelagen meer verschuldigd.

3° De lasten van de lening ter vervanging van de Rijkstoelage, destijds gedaan in uitvoering van artikel 56 bis van dezelfde wetten, worden verder door het Rijk gedragen.

Art. 6. § 1. Artikel 56 bis van dezelfde wetten, ingevoegd bij artikel 13 van de wet van 16 juli 1974 wordt opgeheven.

§ 2. In artikel 26, tweede lid, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, wordt de volgende bepaling opgeheven :

« — in de regeling inzake de schadeloosstelling voor beroepsziekten : 60 pct. van alle lasten die voortvloeien uit de schadeloosstelling van de mijnwerkerspneumoconiosis ».

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1987, behalve de artikelen 1 en 4 die in werking treden op 1 april 1987.

Art. 8. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

N. 87 — 711

Koninklijk besluit nr. 529 tot wijziging van de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat aan Uw ondertekening wordt voorgelegd, beoogt uitvoering te geven aan artikel 1, 3° van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning; deze bepaling verleent aan de Koning de bevoegdheid alle nuttige maatregelen te nemen ten einde de reglementering, de financiering, de organisatie, de werking en de controle van de verschillende stelsels en sectoren van sociale zekerheid aan te passen of te wijzigen.

Dit besluit beoogt drie wijzigingen aan de wetten betreffende de schadeloosstelling voor de beroepsziekten.

De eerste wijziging betreft de machtiging aan het Fonds voor beroepsziekten het personeel van de lokale besturen te verzekeren.

De tweede wijziging betreft de beperking van de retroactiviteit tot 60 dagen in geval van herziening wegens verergering van de blijvende arbeidsongeschiktheid.

De derde wijziging betreft de wettelijke bekrachtiging van de praktijk die het Fonds voor beroepsziekten sinds 1964 heeft gevolgd.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1. Bij artikel 25 van het koninklijk besluit van 12 januari 1973 betreffende de schadevergoeding voor beroepsziekten, ten gunste van sommige personeelsleden van provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, intercommunale diensten en inrichtingen van openbare onderstand en openbare kassen van lening, werd het Fonds voor beroepsziekten gemachtigd om de aan dit besluit onderworpen personeelsleden te verzekeren tegen beroepsziekten in uitvoering van de wet van 3 juli 1987 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector.